

Banque de la Colombie-Britannique—Loi

Norbanque n'avaient rien à redouter. Le premier ministre (M. Mulroney) a fait entendre le même son de cloche en disant que tout allait bien pour ces deux banques de l'Ouest. Comme vous le savez, madame la Présidente, toutes ces personnes se trompaient. Le gouverneur de la Banque du Canada, l'inspecteur général des banques, le ministre des Finances, le ministre d'État aux Finances et le premier ministre étaient tous dans l'erreur.

• (1200)

À la suite de nombreux mois d'enquête sur la faillite de ces deux banques de l'Ouest, on s'est rendu compte qu'il y avait eu beaucoup de maladresses. On a alors accusé l'inspecteur général des banques en lui disant qu'il n'avait pas bien fait son travail et il a quitté son poste, comme il le devait.

Dans un certain sens, les députés et le Cabinet qui assument la responsabilité de l'industrie bancaire canadienne ont induit les Canadiens en erreur, probablement par inadvertance. Sur la foi des renseignements que leur avaient fournis les autorités financières, l'inspecteur général des banques et le gouverneur général de la Banque du Canada, ils ont dit que tout allait pour le mieux. En octobre 1985, l'inspecteur général des banques a envoyé une équipe d'inspecteurs examiner le portefeuille de prêts de la Banque de la Colombie-Britannique. Les inspecteurs en ont conclu que ce portefeuille était sain. Les affaires de cette institution bancaire marchaient bien. Tous les députés de Colombie-Britannique savaient qu'il n'en était rien, comme tous les citoyens de la province et le secteur financier du Canada. Il suffisait de connaître un peu le secteur bancaire et la situation économique de la Colombie-Britannique pour savoir que c'était faux. Pourtant, encore une fois, le gouvernement nous demande notre coopération pour mettre sur pied, en deux jours, ce nouveau programme de sauvetage. Malheureusement, une fois de plus, nous voilà acculés au pied du mur. Nous sommes obligés de coopérer et nous le faisons dans l'intérêt de l'économie canadienne et du secteur financier.

Qu'ils soient emprunteurs, créanciers, déposants ou actionnaires, les Canadiens de l'Ouest ne font plus du tout confiance au gouvernement pour gérer les affaires financières du pays. Le gouvernement a commis des tas de maladresses dans le cas de la Banque Commerciale du Canada et de la Norbanque. En pareil cas, les gens perdent confiance. Lorsque les citoyens de l'Est ont appris que la Banque de la Colombie-Britannique éprouvait certaines difficultés, ils n'ont pas cru que le gouvernement fédéral, l'inspecteur général des banques, la Banque du Canada ou le ministre des Finances pourraient faire quoi que ce soit pour y remédier. En fait, beaucoup de gens espéraient sans doute que personne, ni le premier ministre, ni le ministre des Finances, ni l'inspecteur général des banques ni qui que ce soit d'autre, iraient dans l'Ouest, parce que chaque fois qu'ils le faisaient, ils mettaient la pagaille. Si l'un de nous n'est pas d'accord, peut-il citer un cas où ils ne l'ont pas fait? Est-il déjà arrivé qu'ils n'aggravent pas les choses? Le gouvernement nous demande maintenant de lui accorder notre confiance parce que cette fois, il n'a pas commis d'erreur. Pourtant, nous ignorons ce que le gouvernement a fait. Nous n'avons aucun détail. Le gouvernement nous demande de lui faire confiance, mais la plupart d'entre nous ne lui font plus confiance pour gérer le secteur financier.

Il y a deux ans le gouvernement a promis de mettre en place une loi tendant à stabiliser notre industrie financière, mais il n'a rien fait. L'été dernier, le comité permanent des finances et des affaires économiques a siégé tard en soirée, jour après jour, pendant une bonne partie de l'été, renonçant au traditionnel congé d'été, pour donner au gouvernement son avis sur la voie à suivre. Pourtant, pendant des mois et des mois le gouvernement n'a rien fait, et nous en sommes maintenant arrivés à une situation presque invraisemblable.

Je pense qu'il est bon que l'on sache ce qu'est exactement la Hongkong and Shanghai Banking Corporation. Cette banque, basée à Hong Kong, a 1 200 succursales dans 55 pays et emploie 46 000 personnes. Elle a des actifs consolidés représentant 110 milliards de dollars. Bref, c'est l'une des plus grosses institutions financières du monde. Par conséquent, quand le gouvernement l'a contactée, j'imagine, ou quand elle a manifesté un certain intérêt pour cette petite banque de l'ouest du Canada...

M. Friesen: Quel gouvernement?

M. Riis: ... elle a dit: «Misère, nous aimerions bien vous aider, mais il faudrait nous donner un petit coup de pouce». Alors le gouvernement du Canada a dit qu'il allait allonger 200 millions de dollars de l'argent des contribuables. Il était prêt à beurrer la tartine pour convaincre la banque de conclure l'affaire. Tout ce que la banque devait faire en échange, c'était verser 63 millions de dollars. Vous avez déjà vu une transaction pareille? Les Canadiens donnent à la Hongkong Bank 200 millions de dollars, et celle-ci en reverse 63 millions pour acheter la Banque de la Colombie-Britannique. Vous parlez d'une bonne affaire pour la Hongkong and Shanghai Banking Corporation. J'imagine que les directeurs de cette banque doivent être en train de sabler le champagne dans les locaux du conseil d'administration aujourd'hui et de glousser de joie en se disant que c'est incroyable qu'un gouvernement puisse être aussi idiot. Nous avons un gouvernement qui s'entraîne jour et nuit pour réussir à faire des bourdes pareilles. Jusqu'à présent, cela a été la même chose pour chaque transaction. Quand on voit ce qu'il a fait, c'est presque incroyable.

Je suis député de Colombie-Britannique. Dans ma localité, à Kamloops, nous avons une succursale de la Banque de la Colombie-Britannique. Elle travaille bien et elle a aidé une foule de gens. En fait, une partie de l'argent de ma mère et de mon père y était déposée. Pourtant, quelle garantie nous donne-t-on que cette banque poursuivra ses activités? Aucune. Si la Hongkong and Shanghai Banking Corporation décide de fermer les deux tiers des succursales de la Banque de la Colombie-Britannique, parfait. Si elle veut licencier tous ses employés en Colombie-Britannique, je pense que cela ne posera pas de problème. Il n'y a aucune garantie, rien du tout.

La Banque de la Colombie-Britannique est une banque régionale. Elle a été constituée de façon à permettre que les décisions financières concernant les Canadiens de l'Ouest, principalement de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, soient prises dans l'ouest du Canada. S'ils concluaient une affaire, ils n'étaient pas obligés de passer par une banque de l'Est. Les gens se méfiaient des banques de l'Est. Nous avions déjà notre proche Est, notre proche orient, voilà que maintenant nous avons aussi notre extrême-orient. Les gens avaient peur du proche Est, ils ne voulaient pas entendre parler des